



HAL
open science

Le discours des néoconservateurs sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (2000-2005)

Nadia Marzouki

► **To cite this version:**

Nadia Marzouki. Le discours des néoconservateurs sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (2000-2005). *Raisons politiques*, 2006, 2006/1 (21), pp.137 - 157. 10.3917/rai.021.0137. hal-03459122

HAL Id: hal-03459122

<https://sciencespo.hal.science/hal-03459122>

Submitted on 30 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

NADIA MARZOUKI

Le discours des néoconservateurs sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (2000-2005) *

DEPUIS LA FIN DE LA GUERRE FROIDE, on observe aux États-Unis un consensus politique remarquable entre libéraux et conservateurs à propos des relations américano-turques. La question des relations entre la Turquie et l'Union européenne (UE) révèle un consensus analogue. Si les libéraux et les néoconservateurs soutiennent l'adhésion de la Turquie à l'UE, les deux camps idéologiques recourent toutefois à des modes de rationalisation différents. Quelles sont les origines intellectuelles et les modes de rationalisation du choix politique des néoconservateurs en faveur de l'adhésion de la Turquie à l'UE ?

L'étude des arguments néoconservateurs relatifs à l'adhésion de la Turquie à l'UE appelle quelques remarques préliminaires.

Tout d'abord, il importe de définir ce qu'on entend par néoconservateurs. On assiste aujourd'hui à un usage inflationniste de l'étiquette « néoconservateur » qui finit par désigner aussi bien le pape que Nicolas Sarkozy ou Alain Finkielkraut.

Le néoconservatisme est un mouvement idéologique et politique qui naît, dans les années 1960, d'une réaction à l'évolution du libéralisme américain. Comme l'explique Justin Vaïsse, l'origine du néoconservatisme est à rechercher en politique intérieure, et non en

* Merci à Justin Vaïsse pour ses précieux conseils.

politique extérieure¹. Les premiers néoconservateurs sont des intellectuels new-yorkais, souvent d'extrême gauche, antistaliniens, qui récuse le relativisme libéral. Le mouvement s'organise initialement autour d'Irving Kristol et de Norman Podhoretz, et de revues telles que *Public Interest* et *Commentary*. Initialement démocrates, les néoconservateurs se convertissent ensuite au reaganisme, jugeant Jimmy Carter trop mou dans la lutte contre le communisme.

Devenu essentiellement républicain, le néoconservatisme met aujourd'hui l'accent sur l'importance de la force militaire et de la croisade démocratique. Les intellectuels néoconservateurs comme William Kristoll, Max Boot ou Robert Kagan s'expriment dans les colonnes du *Weekly Standard* ou de la *National Review* par exemple, ou encore dans des *think tanks* tels que l'American Enterprise Institute (AEI), le Washington Institute for Near East Policies (WINEP) ou le Middle East Forum (MEF). Depuis 2000, l'administration Bush compte de nombreux néoconservateurs comme Paul Wolfowitz, Elliott Abrams ou Lewis Libby. En dépit des transformations idéologiques de ce mouvement (dont les acteurs étaient initialement des intellectuels radicaux d'extrême gauche), on peut concevoir qu'il y a une continuité idéologique entre le radicalisme du début et la croisade démocratique en Irak aujourd'hui. Comme le montre Nicolas Guilhot², les anciens membres de la gauche antistalinienne ne perçoivent pas nécessairement leur évolution idéologique comme contradictoire avec leurs premiers idéaux. Leurs outils théoriques et leurs recommandations politiques restent formellement identiques, mais leur signification politique change en fonction du contexte.

Cet article porte sur le discours du « troisième âge » du néoconservatisme. Il importe toutefois de garder à l'esprit que celui-ci est pris dans l'histoire d'un mouvement qui naît dans les années 1960 d'une réaction aux débats de politique intérieure. Enfin, l'unité et l'identité de ce mouvement idéologique et politique ne sont pas

1. Voir Justin Vaïsse, « La croisade des néoconservateurs », *L'Histoire*, février 2004 et « Le mouvement néoconservateur aux États-Unis », thèse de doctorat d'histoire soutenue le 18 novembre 2005 à l'IEP de Paris. Justin Vaïsse distingue trois « âges » du mouvement néoconservateur : le premier commence dans les années 1960 et regroupe des intellectuels new-yorkais, souvent radicaux, tels que William Kristol, Martin Seymour Lipset, Michael Novak ; le deuxième âge débute dans les années 1970 et regroupe ceux qu'on appelle les « Jackson Democrats » organisés autour de Henri Scoop Jackson et qui militent contre la politique de détente menée par Jimmy Carter. Après une traversée du désert, le troisième âge du néoconservatisme commence dans les années 1990.

2. Voir Nicolas Guilhot, *The Democracy Makers*, New York, Columbia University Press, 2005.

acquises. L'identité du groupe est chaque jour menacée par son caractère hétéroclite, et fait elle-même l'objet de conflits. Quand les néoconservateurs expriment leurs points de vue au sujet d'une question de politique étrangère, ils cherchent toujours par là à réaffirmer l'identité et la spécificité de leur groupe³.

En quoi l'argument des néoconservateurs relatif à l'adhésion de la Turquie à l'UE se distingue-t-il de celui des autres familles idéologiques et politiques ? Les libéraux et les conservateurs, les démocrates et les républicains semblent partager un point de vue généralement favorable à l'entrée de la Turquie dans l'UE. L'opinion des néoconservateurs sur cette question se distingue de celle des autres familles idéologiques et politiques pour deux raisons.

– Tout d'abord, l'analyse des discours des néoconservateurs relatifs à l'adhésion de la Turquie manifeste une certaine ambivalence. D'un côté, les néoconservateurs soutiennent l'adhésion de la Turquie pour des raisons d'intérêt stratégique : en raison de sa situation géographique, une Turquie forte, stable et démocratique peut jouer un rôle-clé dans les relations entre l'Europe et le Moyen-Orient et ainsi servir les intérêts américains. Cependant les néoconservateurs craignent aussi qu'une Turquie européenne ne devienne une Turquie anti-américaine.

– Le choix politique des néoconservateurs en faveur de l'adhésion de la Turquie se distingue également des autres familles politiques par le mode de rationalisation qui le sous-tend. Le soutien à l'adhésion turque est, dans les autres familles politiques, exprimé dans le langage du réalisme (une Turquie européenne est plus stable qu'une Turquie qui tomberait dans la sphère d'influence du Moyen-Orient). En revanche, le choix politique des néoconservateurs en faveur de l'adhésion turque repose sur une conceptualisation très particulière de la Turquie. Le discours des néoconservateurs ne souligne pas uniquement le rôle-clé de la Turquie d'un point de vue stra-

3. Voir Thomas Medvetz, « The Strength of Weekly Ties: Relations of Material and Symbolic Exchange in the Conservative Movement », *Politics and Society*, à paraître, 2006. Dans cet article, Thomas Medvetz souligne que l'identité des néoconservateurs est constamment menacée par deux types de dangers, le maximalisme (c'est-à-dire le risque de devenir trop radicaux et de perdre leur crédibilité) et l'absorption (c'est-à-dire le risque de faire trop de compromis avec les hommes politiques au pouvoir et de perdre leur identité). Thomas Medvetz analyse un certain nombre d'événements réunissant des intellectuels et des hommes politiques néoconservateurs comme des rituels de réaffirmation symbolique d'une identité et d'une appartenance commune.

tégique, mais révèle une certaine conception de l'exceptionnalisme turc et une forme d'anthropologie de l'individu turc. Il est également inséparable d'une sorte d'europhobie et d'un discours alarmiste concernant la place de l'islam en Europe.

Si le discours des néoconservateurs est révélateur d'un certain nombre d'idées relatives à l'Union européenne et à l'islam en Europe, cela ne signifie pas qu'il contienne en germe un programme politique cohérent. En effet, le point de vue néoconservateur en faveur de l'adhésion de la Turquie n'exclut pas les débats, les désaccords et les contradictions entre les intellectuels et les acteurs politiques de ce camp idéologique. En outre, l'UE s'interroge beaucoup plus sur ce que les États-Unis pensent d'elle que l'inverse. Autrement dit, le discours favorable à l'adhésion de la Turquie n'est pas, comme le laissent supposer certaines théories du complot, le point de départ d'une entreprise de colonisation de l'Europe par les États-Unis. Cette question ne représente pour les décideurs politiques américains qu'un problème parmi tant d'autres, un simple sujet de plus pour les usines à expertise que sont les *think tanks*. Enfin, s'il s'agit d'établir une relation entre des points de vue politiques et des représentations intellectuelles, cette relation ne prouve évidemment pas tout. Le propos n'est pas de réduire des positions politiques à des théories. Assurément, de nombreux facteurs – intérêt, hasard, urgence, préjugé – interviennent dans la formation d'un choix politique, et l'influence d'une idée ou d'une théorie n'est qu'un facteur parmi tant d'autres. Mettre en rapport des choix politiques et des représentations intellectuelles ne prouve rien, mais permet d'expliquer.

Notre analyse porte principalement sur trois types de sources :

- Les discours de décideurs politiques néoconservateurs ou proches des néoconservateurs prononcés à l'occasion de déplacements en Turquie ou de cérémonies et congrès en l'honneur de la Turquie (le discours de Paul Wolfowitz au WINEP en mars 2002, le discours de George W. Bush à l'université de Galatasaray en juin 2004).

- Les discours d'intellectuels néoconservateurs s'exprimant dans des journaux à tendance néoconservatrice comme le *Weekly standard*, *Commentary* ou la *National Review*.

- Les analyses produites par les *think tanks* idéologiquement proches des néoconservateurs : l'American Enterprise Institute (AEI), le Washington Institute for Near East policy (WINEP) et le Middle Eastern Forum (MEF).

On distingue dans le discours des néoconservateurs relatifs à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, trois types d'arguments principaux : un argument stratégique soulignant la centralité de la Turquie pour la sauvegarde des intérêts américains ; un argument soulignant l'importance de la Turquie pour l'Europe, et qui présuppose une conception particulière de l'Europe ; enfin, un argument soulignant le caractère exceptionnel et modèle de la Turquie.

La Turquie est un pays crucial pour les intérêts américains

Les arguments avancés par les néoconservateurs pour justifier leur soutien à l'adhésion de la Turquie à l'UE sont avant tout des arguments d'ordre stratégique. La perspective sécuritaire prédomine. Un certain nombre d'intellectuels craignent que l'opposition de l'UE à l'entrée de la Turquie ait pour conséquence une réaction violemment anti-occidentale et anti-américaine. Ils estiment que les États-Unis doivent consolider leur relation avec la Turquie en lui promettant qu'il n'y aura pas d'État kurde dans l'Irak d'après Saddam, en augmentant les ventes d'armes et en instaurant des accords bilatéraux de libre-échange. Autrement dit, la Turquie et les États-Unis doivent rester alliés quoi que l'Europe décide. Pour la majeure partie des néoconservateurs, la question de l'adhésion de la Turquie à l'UE est traitée du point de vue des conséquences pour les intérêts américains dans la région. Cette thèse de la centralité de la Turquie dans la stratégie américaine est formulée dès les années 1960 par Albert Wohlstetter⁴. Radical d'extrême gauche dans les années 1940, celui-ci est directeur de recherche à la RAND⁵ (1951-1963) puis professeur à l'Université de Chicago (1963-1980) où il dirige la thèse de Paul Wolfowitz dont il devient le père spirituel. Il est également le mentor de nombreux néoconservateurs tels que Richard Perle et Douglas Feith. Or, pendant la guerre froide, Albert Wohlstetter a toujours souligné le caractère crucial de la Turquie, proche de l'Union Soviétique et du Moyen-Orient, et entretenant une relation

4. À propos de l'influence de Leo Strauss et des Straussiens tels qu'Albert Wohlstetter sur les néoconservateurs, voir Ann Norton, *Leo Strauss and the Politics of American Empire*, New Haven/Londres, Yale University Press, 2004.

5. La Rand Corporation, *think tank* fondé en 1946, s'intéresse initialement à des questions de sécurité nationale. La Rand est rapidement devenue le modèle des *think tanks* qui apparaissent à partir des années 1950.

particulière avec Israël. Aussi, quand Richard Perle arrive au Pentagone sous l'administration Reagan, il ne fait rien d'autre que mettre en pratique la vision d'Albert Wohlstetter quand, en 1986, il signe avec Ankara un accord de coopération économique et de défense pour une durée de cinq ans. Le tropisme turc d'Albert Wohlstetter a donc certainement orienté la politique américaine menée à l'égard de la Turquie depuis la guerre froide et influencé la conception néoconservatrice de l'adhésion de la Turquie à l'UE.

Si les néoconservateurs partagent l'idée que l'entrée de la Turquie dans l'Europe serait *a priori* une bonne chose pour les intérêts américains, certains d'entre eux redoutent une trop grande européanisation de la Turquie. Pour Max Boot par exemple, qui reconnaît que l'entrée de la Turquie dans l'UE serait une force de changement positive, l'antiaméricanisme croissant de la population turque est source d'inquiétude⁶.

Michael Rubin⁷, de l'AEI, exprime régulièrement sa méfiance envers le Parti de la justice et du développement (AKP) et déplore que celui-ci ait opéré depuis son arrivée au pouvoir un rapprochement de la Turquie avec l'Europe et le monde musulman au détriment des États-Unis. De ce point de vue, l'adhésion de la Turquie à l'UE risque de nuire aux relations privilégiées entre les États-Unis et la Turquie.

Critères de Copenhague ou guerre contre le terrorisme ?

Les désaccords au sujet de la Turquie n'opposent pas seulement des personnes mais aussi des institutions. Les intellectuels néoconservateurs qui s'expriment dans les *think tanks* sont souvent plus virulents que les acteurs politiques des instances gouvernementales. Michael Rubin de l'AEI critique régulièrement le Conseil de sécurité nationale (National Security Council, NSC) qui avait osé proposer de nuancer le discours du pouvoir sur le terro-

6. « J'ai découvert que les Turcs sont en train de devenir littéralement parisiens dans leur dédain des États-Unis. [...] Il existe un soupçon largement répandu selon lequel la Turquie se sentirait contrainte d'ajuster son comportement traditionnellement pro-américain afin de gagner la faveur des membres anti-américains de l'UE comme la France et l'Allemagne » (nous traduisons), Max Boot, « West should welcome Turkey », *Los Angeles Times*, 16 décembre 2004.

7. Michael Rubin, « The PKK factor », *National Review*, 5 août 2004 ; « Green money, Islamist Politics in Turkey », *Middle East Quarterly*, 22 février 2005.

risme⁸. Enfin le Pentagone et le Département d'État ne partagent pas nécessairement les mêmes idées en ce qui concerne la Turquie⁹. Pour le Pentagone et les militaires, ce qui prime avant tout, c'est la sécurité, la stabilité, la sauvegarde des intérêts américains et la lutte contre le terrorisme. Ainsi certains propos de représentants du Pentagone laissent-ils penser que la démocratie en Turquie n'est pas la priorité. Le 6 mai 2003, lors d'un entretien sur CNN-Turquie, Paul Wolfowitz déclare trouver « décevant » le fait que les militaires turcs n'aient pas été aussi « déterminés » qu'ils auraient pu l'être pour pousser le parlement turc à coopérer avec les Américains lors de l'invasion de l'Irak. « Quand on est face à une question d'intérêt national et de stratégie nationale, je trouve qu'il est parfaitement approprié, surtout dans votre système, que les militaires prennent la parole pour dire qu'il est de l'intérêt national de soutenir les États-Unis » (trad. par l'auteur). Par la suite, en réponse aux critiques soulevées par de tels propos, le Pentagone prit la défense de Paul Wolfowitz en rappelant qu'il est un « défenseur déclaré (*outsproken supporter*) de la démocratie en Turquie » (trad. par l'auteur).

Pour un certain nombre de membres du Pentagone, la chasse aux fondamentalistes semble passer avant l'application des critères de Copenhague. Pour eux, ce qui compte avant tout, c'est la coopération entre les élites et militaires turcs et les services secrets américains. Cette opposition entre le Pentagone¹⁰, pour qui prime la sécurité, et le Département d'État, plus sceptique par rapport à la politique de guerre contre la terreur, se reflète d'une certaine manière dans le conflit qui oppose en Turquie les militaires et les adeptes des réformes.

8. *Ibid.* : « Certains membres du Conseil de sécurité nationale sont allés jusqu'à mettre en question la guerre contre le terrorisme... à peine nommé, quelqu'un a défendu l'idée que les États-Unis devraient avoir une attitude plus indulgente vis-à-vis du terrorisme, de sorte que "des sanctions" moins sévères soient imposées aux États dont le soutien au terrorisme est moindre » (nous traduisons). Michael Rubin fait sans doute référence, entre autres, à Rand Beers, qui démissionna en mars 2003 de son poste de conseiller à la lutte contre le terrorisme au NSC. Après avoir vivement critiqué l'idée de guerre contre la terreur, il entra au service de John Kerry comme conseiller de campagne pour la sécurité nationale.

9. Voir Laura Peterson, « The Pentagon Talks Turkey », *The American Prospect*, 8 septembre 2002.

10. C'est le cas par exemple de Richard Perle et David Frum, lobbyistes pro-turcs, pour qui la Turquie compte avant tout comme allié stratégique, avec Israël ou en Irak.

Oui à l'entrée de la Turquie dans une Europe à plusieurs vitesses

Les hésitations des néoconservateurs devant une trop grande européanisation de la Turquie les conduit à soutenir l'idée d'une Europe à plusieurs vitesses. Eric Edelman, l'actuel ambassadeur américain en Turquie, très proche de Dick Cheney, craint que l'entrée de la Turquie en Europe n'ait pour conséquence une grave détérioration des relations entre la Turquie et Israël. C'est pourquoi, pour lui, comme pour Dick Cheney et Donald Rumsfeld, mieux vaut que la Turquie fasse partie de la « nouvelle Europe » que de la « vieille Europe ». Tout en veillant à rappeler que les Européens restent les alliés stratégiques les plus importants des États-Unis, ils expriment leur méfiance à l'égard d'une Europe parfaitement unifiée. Le programme des néoconservateurs en ce qui concerne l'Europe s'articule autour de trois propositions : mettre en place des accords de libre-échange avec les pays qui souhaitent faire du commerce hors du carcan des lois européennes ; encourager les pays de l'Union à avoir de bonnes relations avec les États-Unis sans qu'ils soient pénalisés ; rappeler que l'OTAN reste la seule option possible pour la défense. Si l'UE est souvent considérée comme l'« épice de la *statu quo* » (Ezra Suleiman), les néoconservateurs voient néanmoins d'un mauvais œil l'idée qu'elle puisse devenir un super-État avec une politique étrangère unifiée. Idéalement, il faudrait que l'Europe se divise en trois groupes : le noyau dur (*inner-core confederation*), un groupe de pays qui assurent le maintien du *statu quo* (*status quo group*) (ie : « la vieille Europe ») et un groupe périphérique (*outer core group*) (les pays qui souhaitent desserrer les liens avec la « vieille Europe ») Michael Rubin et Michael Ledeen de l'AEI prennent parti pour l'entrée de la Turquie dans la « nouvelle Europe ». À en croire Michael Ledeen – qui compare l'action de la France pendant la guerre en Irak à l'utilisation d'armes chimiques par l'État irakien ¹¹ – si la Turquie s'est opposée aux États-Unis pendant la guerre en Irak, c'est uniquement parce qu'elle était sous la pression de la France et de l'Allemagne.

On peut remarquer que cet éloge d'une Europe à plusieurs vitesses semble peu à peu gagner du terrain auprès de certains intel-

11. « Je pense que quand les événements de ces derniers mois seront rentrés dans l'ordre, nous finirons par comprendre que les actions menées par la France constituent l'équivalent diplomatique de la guerre chimique et biologique » (nous traduisons), Michael Ledeen, « How France Blocked U.S. In Ankara », *New York Sun*, 26 mars 2003.

lectuels et hommes politiques français, comme Alain Madelin ou Alain Minc.

La question turque, un test pour l'Europe

La question de l'adhésion de la Turquie à l'UE n'est pas seulement l'occasion pour l'Europe de mettre à l'épreuve le caractère démocratique de la Turquie. C'est aussi pour la Turquie et indirectement pour les États-Unis, l'occasion d'évaluer le sécularisme, le multiculturalisme et le degré de tolérance religieuse de l'Europe. En ce sens, l'entrée de la Turquie représente un véritable test pour l'Europe. C'est même une condition de l'expansion européenne. Dans le discours qu'il prononce le 29 juin 2004 à l'université de Galatasaray, George W. Bush rappelle que l'entrée de la Turquie dans l'UE est une condition pour que celle-ci puisse mettre en œuvre une politique extérieure réelle vis à vis du Moyen-Orient :

Mustafa Kemal Atatürk rêvait de transformer la Turquie en une nation puissante qui compte autant que les autres nations européennes. Ce rêve peut être réalisé par cette génération de Turcs. L'Amérique est convaincue que, en tant que puissance européenne, la Turquie appartient à l'UE. L'entrée de votre pays dans l'UE serait aussi un progrès déterminant dans les relations entre le monde musulman et l'Occident, parce que vous faites partie des deux mondes. Faire entrer la Turquie dans l'UE prouverait que l'Europe n'est pas le club exclusif d'une simple religion ; cela ferait du « clash des civilisations » un mythe passager de l'histoire. Il y a quinze ans, la ligne artificielle qui divisait l'Europe – dessinée à Yalta – a été effacée. Aujourd'hui ce continent a l'opportunité d'effacer une autre ligne artificielle, en incluant la Turquie dans l'Europe de demain ¹².

Par ces propos, George W. Bush, qui impute la réticence des pays européens à faire entrer la Turquie dans l'Union à leur « huntingtonisme », retourne habilement la critique qui lui est traditionnellement faite par les Européens.

De ce débat des néoconservateurs portant sur la question de l'adhésion de la Turquie à l'UE, se dégage une conception relative-

12. Nous traduisons, discours de George W. Bush le 29 juin 2004 à l'université de Galatasaray, Istanbul.

ment europhobique¹³ de l'Union européenne et un discours alarmiste sur la place de l'islam en Europe. On découvre entre les lignes des discours des intellectuels néoconservateurs une connaissance très vague et très généralisante de l'Europe qui est perçue comme une entité homogène, traversée dans chaque pays par la même ligne de division entre une élite autiste et un peuple chauvin et refermé sur lui-même. S'agissant de la question turque, la seule analyse du « peuple » européen le décrit comme terrorisé par l'hypothèse de l'invasion de l'islam et des Musulmans en Europe.

Une anthropologie de l'homme turc

Derrière les arguments d'ordre stratégique mis en avant pour plaider en faveur de l'adhésion turque, on repère une théorisation précise de la différence entre l'Europe et les États-Unis. Cette différence concerne avant tout la place de la religion et de la croyance. Le discours des néoconservateurs vise en effet à établir une distinction très nette entre la place du religieux en Europe et aux États-Unis. Au déclin irrémédiable du religieux et à la supposée hostilité européenne à l'égard de la religion, les néoconservateurs opposent un modèle américain où le sécularisme laisse assez d'espace à la religion.

Cette théorie des néoconservateurs est très problématique dans la mesure où elle se fonde sur une double confusion. D'une part elle s'appuie sur un glissement constant entre l'Union européenne en tant qu'entité juridico-politique et l'Europe, entité morale et culturelle dont on pourrait dégager des traits essentiels. D'autre part, la distinction entre la place du religieux en Europe et aux États-Unis méconnaît entièrement la diversité du religieux en Europe. Ainsi, le discours néoconservateur donne-t-il l'impression que le cas très particulier de la laïcité française caractérise la place du religieux dans toute l'Europe. Cette opposition entre la place de la religion en Europe et aux États-Unis a une fonction bien précise. Elle sert à établir un rapprochement d'ordre stratégique mais aussi culturel et anthropologique entre la Turquie et les États-Unis. La Turquie, comme les États-Unis, est un pays où le sécularisme laisse une place importante à la religion. Autrement dit, l'individu turc serait beaucoup plus proche de l'individu américain que de l'individu euro-

13. Voir J. Vaïsse : « Les néoconservateurs américains et l'Europe : sous le signe de Munich », *Relations Internationales*, n° 120, hiver 2004, p. 447-462.

péen¹⁴. Dans la même perspective, certains intellectuels¹⁵ néoconservateurs approuvent la loi sur l'adultère proposée par l'AKP en septembre 2004 et critiquent les pourfendeurs européens de cette loi. Jamais ce type de raisonnement ne mentionne le fait que la laïcité autoritaire turque est beaucoup plus proche du modèle laïc français que du sécularisme américain. Alors que les néoconservateurs paraissent avoir beaucoup de mal à accepter que l'opinion publique turque est massivement pro-européenne et de plus en plus anti-américaine¹⁶, il semble que tous les artifices rhétoriques soient bons. L'AEI annonce ainsi le déclin inéluctable de l'Europe, causé par l'absence de valeurs morales et le rejet de la religion. Pour George Weigel¹⁷, la crise de la natalité est le reflet de la crise spirituelle et morale que traverse l'Europe du fait de la disparition du christianisme.

En raison de ce dépeuplement et de cette disparition du christianisme, les néoconservateurs craignent le dépérissement de l'Europe au profit de l'« Eurabie ». En effet, le débat sur l'adhésion de la Turquie trahit une certaine conception de la place de l'islam en Europe, ou plutôt de l'Europe en terre d'islam, pour reprendre les termes des néoconservateurs. L'islamisation de l'Europe est souvent comparée à l'immigration en provenance d'Amérique du Sud aux États-Unis, mais il est toujours précisé que les Musulmans s'intègrent plus difficilement en Europe que les Mexicains aux États-Unis. Le multiculturalisme européen pose de plus gros problèmes que le multiculturalisme américain car il introduit le facteur religieux. Pour Bernard Lewis, les Européens et les Musulmans s'unissent en une « communauté de l'envie » : ils sont unis par le même ressentiment à l'encontre des États-Unis. Selon lui, le déclin actuel de l'Europe, sa

14. « La Turquie a aujourd'hui davantage en commun avec les États-Unis, une démocratie capitaliste dans laquelle la religion fait partie intégrante de la vie de la classe moyenne supérieure, qu'avec l'Europe qui a de plus en plus de mal à comprendre la signification de la foi » (nous traduisons), Christopher Caldwell, « The Turkey Paradox », *Weekly Standard*, 26 juillet 2004, vol. 9, n° 43, <http://www.weeklystandard.com/Content/Public/Articles/000/000/004/338dpeea.asp?pg=1>.

15. Steven E. Rhoads, « The Turkish Letter. To get into the European Union, Turkey had to face questions about adultery. Are the Turks right to think it's wrong ? », *Weekly Standard*, 17 décembre 2004.

16. Comme en témoigne notamment le succès retentissant d'un roman paru en décembre 2004, *Tempête de métal* (Burak Turna & Orkun Uçar, *Metal Fırtına*, Timas yayinlari, Istanbul, 2004). Cette fiction met en scène un scénario catastrophe où les États-Unis tentent de conquérir militairement la Turquie et de la christianiser.

17. George Weigel, « Is Europe Dying ? Notes on a Crisis of Civilizational Morale », American Enterprise Institute for Public Policy Research (AEI), mars-avril 2005, http://www.aei.org/publications/pubID.22139/pub_detail.asp.

progressive et inéluctable perte d'identité va bientôt la transformer en une simple partie du Maghreb.

Les thèses défendues par les néoconservateurs, si caricaturales soient-elles, trouvent pourtant un certain écho en Europe. Le 28 juillet 2004, Bernard Lewis affirme dans un entretien au journal allemand *Die Welt* que l'Europe va devenir islamique. Le 10 septembre suivant, cette thèse est reprise par le commissaire européen Fritz Bolkestein, néerlandais, dans un discours à l'université de Leiden. De même, à des degrés divers, les « nouveaux philosophes » ou les polémistes d'extrême droite, tels Alexandre del Valle ou Maurice G. Dantec, n'hésitent pas à agiter l'épouvantail de l'islamisation de l'Europe pour justifier leur opposition à l'entrée de la Turquie dans l'UE.

La Turquie, une exception et un modèle

La perception néoconservatrice de la question de la Turquie se comprend d'autant mieux qu'on la replace dans la perspective d'un mode de pensée politique exceptionnaliste. Le corollaire du mode de pensée « stratégique-idéaliste¹⁸ » qui semble définir le discours d'un certain nombre de *think-tanks* et d'intellectuels néoconservateurs, c'est la recherche de l'État-pivot et du grand homme, capables de servir de guides et de modèles. Le soutien à l'adhésion de la Turquie est motivé par la conviction qu'il s'agit d'un pays à part, d'un cas d'exception, d'un modèle pour le monde musulman.

La Turquie : démocratie laïque ou démocratie islamique modérée ?

La Turquie est pour les néoconservateurs à la fois un exemple et un laboratoire. Elle est la preuve vivante que l'islam n'est pas incompatible avec la démocratie. En ce sens, ils établissent une distinction capitale entre l'islam turc et l'islam arabe. L'islam turc est plus apte à se fondre dans la démocratie parce qu'il est plus proche de l'Occident et des États-Unis, parce qu'il n'a jamais contracté d'alliance avec le communisme, et parce qu'il n'est pas antisémite. Toute cette cons-

18. Par là, nous entendons un mode de pensée qui combine étrangement des arguments stratégiques de *realpolitik* et une tendance à essentialiser les zones géopolitiques. La Turquie est non seulement une zone stratégique qui appelle une politique réaliste mais aussi une idée et une valeur défendues par toute une idéologie.

truction théorique vise à mettre en avant le caractère exceptionnel de la Turquie. Si un islam fondamentaliste est apparu en Turquie, c'est sous l'influence du Moyen-Orient. L'islam turc serait ainsi modéré par nature, et ce bien avant Kemal, alors que l'islam du Moyen-Orient serait intrinsèquement tenté par l'extrémisme. Aussi, les néoconservateurs présentent-ils inlassablement la Turquie comme un pont entre les cultures¹⁹.

Ce point de vue ne semble d'ailleurs pas déplaire aux dirigeants de l'AKP. Lors d'un discours prononcé à l'AEI le 29 janvier 2004, Recep Tayyip Erdogan reprend à son compte la rhétorique néoconservatrice en célébrant la Turquie comme point de rencontre des civilisations et des religions.

Si l'institution de la Turquie en modèle de démocratie et de dialogue entre les cultures ne déplaît pas à l'AKP, elle n'en suscite pas moins de vifs débats. Une étude de la Brookings Institution menée par Omer Taspinar²⁰ révèle à quel point les Arabes et les Arabes-Américains sont hostiles à la tendance de Washington à ériger la Turquie en modèle de démocratie pour le Moyen-Orient : si la démocratie turque n'est pas assez bonne pour l'Union européenne, pourquoi le serait-elle pour le Moyen-Orient ?

Les néoconservateurs eux-même ne s'entendent pas sur la place de l'islam en Turquie : la question est de savoir s'il faut promouvoir la Turquie comme modèle de démocratie laïque ou comme modèle de démocratie musulmane modérée. En avril 2004, lors d'une visite à Ankara, Colin Powell décrit la Turquie comme une « démocratie musulmane ». Cette remarque suscite de vives réactions au sein de l'élite politico-militaire turque ainsi qu'à Washington, obligeant Colin Powell à se rétracter. Faruk Logolu, l'ambassadeur turc aux États-Unis, a réagi immédiatement en rappelant que la Turquie est

19. « L'écrivain turc Orhan Pamuk a dit que ce n'est ni depuis les rives de l'Europe, ni depuis les rives de l'Asie que l'on a la plus belle vue d'Istanbul. C'est depuis un pont qui unit les deux rives et permet de les voir toutes deux. Son travail représente un pont entre les cultures, tout comme la République de Turquie. Le peuple de cette terre a compris, comme le grand écrivain l'observait, que "ce qui compte, ce n'est pas le clash entre les partis, les civilisations, les cultures, l'Orient et l'Occident". Ce qui compte, dit-il, c'est de comprendre "que d'autres peuples, d'autres continents et des civilisations différentes" sont "exactement comme vous". » (nous traduisons), G. W. Bush, discours cité.

20. Omer Taspinar, « An Uneven Fit ? The Turkish Model and the Arab World », *Analysis paper*, Brookings Institution, n° 5, août 2003, <http://www.brookings.edu/fp/saban/taspinar20030801.pdf>.

une « république démocratique et laïque ». Quant aux intellectuels néoconservateurs, ils reprochent aux décideurs politiques de se soumettre aux exigences du « politiquement correct » en faisant l'apologie de la démocratie musulmane modérée, un discours qui risque, selon eux, d'effrayer l'élite politico-militaire turque inquiète de l'entente cordiale qui règne, du moins en apparence, entre l'AKP et les néoconservateurs américains. Ils craignent par ailleurs que les islamistes turcs moins modérés profitent du discours officiel américain pour s'engouffrer dans la brèche. Pour Michael Rubin, très méfiant à l'égard des sources de financement de l'AKP, ce parti est sous l'influence de la Malaisie et/ou de l'Arabie Saoudite, et il ne fait aucun doute qu'il cherche à se rapprocher de Paris, Berlin et Téhéran au détriment de Washington. Selon lui, le Parti de la justice et du développement pourrait aussi bien être le cheval de Troie de l'islamisme radical en Europe²¹. Il redoute donc que la doctrine Bush, qui consiste à célébrer l'islam modéré turc au lieu de soutenir activement l'élite laïque, se retourne contre les Etats-Unis et n'hésite pas à reprocher aux néoconservateurs d'avoir fait des coupes dans le budget destiné à sensibiliser la population turque à la culture américaine. Dans la même perspective, Frank Carlucci, ancien secrétaire à la Défense et expert à la RAND, estime que l'éloge fait par Washington de la démocratie islamique turque ne fait qu'aiguiser la peur de certains généraux turcs de voir l'islamisme remplacer la démocratie²². Quoi qu'il en soit, pour un certain nombre d'intellectuels néoconservateurs, l'administration Bush a eu tort d'interpréter la victoire

21. « Le discours politiquement correct de Washington peut difficilement être traduit en turc. La Turquie est une démocratie, l'islam n'a rien à voir avec elle. Les adjectifs qui modifient des termes comme la démocratie supposent que la démocratie est partielle. L'AKP est un produit de la tradition du sécularisme propre à la Turquie, et doit être traité comme tel. En même temps, Washington devrait l'aborder avec précaution, car il est trop tôt pour dire que ce n'est pas un cheval de Troie » (nous traduisons), Michael Rubin, « She's a Democracy, No Qualifiers », *National Review*, 6 août 2004 ; cf. aussi M. Rubin, « Green money, Islamist politics in Turkey », art. cité.

22. « Mais les États-Unis devraient éviter de vendre la Turquie comme un modèle, comme certains décideurs politiques américains ont coutume de le faire. De nombreux Turcs, particulièrement dans l'élite militaire et dans l'élite sécularisée et occidentalisée, redoutent que leur pays soit dépeint comme un "modèle islamique", car ils craignent que cela renforce le rôle de l'islam en Turquie et affaiblisse les liens de la Turquie avec l'Occident. Dans un discours sans concessions fin avril, le chef d'État major des forces armées turques, le Général Hilmi Özkök, a nié avec force l'idée que la Turquie soit un modèle pour le monde islamique. De plus, l'image de la Turquie dans le monde arabe est ternie du fait de son passé impérial et de ses liens forts avec Israël. » (nous traduisons), Frank Carlucci et F. Stephen Larrabee, « Revitalizing US-Turkish Relations », *Washington Times*, 7 Juin 2005.

d’Erdogan comme le signe du retour de l’islam. À en croire Michael Rubin, l’AKP n’est rien d’autre qu’une coalition disparate, un mouvement anti-élitiste qui tente de se présenter comme la solution provisoire aux nombreux problèmes sociaux rencontrés par la Turquie aujourd’hui. Erdogan, loin d’être un « grand homme » qui dispose d’un projet clair pour son pays à l’instar de Kemal Atatürk ou de Turgut Ozal, serait encore en train de se définir. De même, Gerald Robbins explique la victoire de l’AKP par la révolte sociale du peuple contre les élites et rejette l’hypothèse d’un véritable regain de fondamentalisme²³. D’autres polémistes, comme Christopher Caldwell du *Weekly Standard* ou Daniel Pipes (du Middle East Forum) avouent ne pas encore avoir tranché : l’arrivée au pouvoir de l’AKP est-elle le signe avant-coureur de la théocratisation du reste du Moyen-Orient ou faut-il reconnaître à ce parti les mêmes vertus de modération qu’à des partis démocrates-chrétiens ? À des degrés et pour des motifs divers, les intellectuels néoconservateurs se montrent ainsi beaucoup plus réticents que leurs alliés au pouvoir à adopter un discours célébrant la démocratie islamique modérée turque.

Bernard Lewis et la théorie de la modernisation

Le discours néoconservateur sur la Turquie ne peut se comprendre sans référence d’une part à l’impact de la théorie de la modernisation dans le champ académique et politique américain, et d’autre part à l’influence immense de Bernard Lewis et des paradigmes lewisiens sur les spécialistes de la Turquie. Dès les années 1960, les politologues et spécialistes des sciences sociales américains adoptent avec enthousiasme la théorie de la modernisation. Cette théorie, élaborée entre autres par Walt Rostow²⁴, et appliquée au champ moyen-oriental par Daniel Lerner²⁵, présente le passage de la société « traditionnelle » non-occidentale à la société « moderne » occidentale comme une évolution nécessaire, qui dépend d’un cer-

23. Gerald Robbins, « Misreading Turkey, Turkey keeps surprising the Bush administration. What is it that the analysts are missing ? », *Weekly Standard*, 3 mars 2003.

24. Walt Rostow, *The Stages of Economic Growth, a non communist manifesto*, Cambridge, Cambridge University Press, 1960 (*Les étapes de la croissance économique, un manifeste non-communiste*, trad. de l’angl. par Philippe de Lavergne, Paris, Economica, 1997 [3^e éd.]).

25. Daniel Lerner, *The Passing of Traditional Society, modernizing the Middle East*, New York, Free Press, 1958.

tain nombre de facteurs tels que l’alphabétisation, l’urbanisation, l’expansion des médias et des moyens de transport. Si cette théorie a été très rapidement critiquée dans le champ académique, elle semble encore très influente dans le champ politique. Le discours des acteurs politiques néoconservateurs concernant la question turque est en effet entièrement tributaire de ces paradigmes. De même que Daniel Lerner faisait de la Turquie un pays exceptionnel dans le paysage politique du Moyen-Orient en soulignant son état plus « avancé » que les pays arabes, de même les néoconservateurs au pouvoir soulignent le statut exceptionnel de la Turquie dans la région et célèbrent la longue route de la modernisation parcourue depuis Mustafa Kemal Atatürk. Lerner faisait l’éloge non seulement des changements institutionnels instaurés par ce dernier en Turquie, mais également d’une métamorphose d’ordre anthropologique. Selon lui, Atatürk n’a pas changé que les institutions, il a changé les désirs, la nature de l’individu turc. Or cette volonté de fabriquer un individu nouveau transparait également dans le discours des néoconservateurs, notamment quand ils décrivent l’individu turc comme individu démocratique et croyant à la fois, un individu semblable à l’individu américain.

Tout en ayant recours à des explications plus nuancées et plus complètes que celle de Daniel Lerner, Bernard Lewis, dans *L’émergence de la Turquie moderne*²⁶, met également en avant le caractère exceptionnel de la Turquie. Pour rendre compte de ce statut, Lewis propose une explication politique – la Turquie, à la différence des autres pays du Moyen-Orient, n’a jamais été colonisée ; et une explication historique – la Turquie est le pays qui a eu le contact le plus long avec l’Occident. La France a exercé sur la Turquie une influence particulière, notamment à partir de la Révolution française, puis en contribuant à la mise en place du modèle laïc.

La laïcité en tant que telle n’avait rien de particulièrement séduisant pour des Musulmans. Mais dans ce mouvement occidental qui n’était pas chrétien, qui était même anti-chrétien, et dont les dirigeants soulignaient le divorce avec le christianisme, le monde musulman pouvait espérer trouver le secret caché du pouvoir occi-

26. Bernard Lewis, *The Emergence of Modern Turkey*, Londres/Oxford/New York, Oxford University Press, 1961.

dental, sans compromettre ses propres croyances et traditions religieuses²⁷.

La Turquie est parvenue à se moderniser rapidement à cause de l'influence occidentale, et grâce à l'action de Mustapha Kemal. Pour Kemal – et aussi, semble-t-il, pour Lewis –, une civilisation islamique moderne n'est pas envisageable. Il n'y a de civilisation que de type européen. D'emblée, Kemal fait obstacle aussi bien à l'influence de l'islam qu'à celle du communisme²⁸. Lewis concède qu'Atatürk était par certains aspects un dictateur, mais il était bien moins sanguinaire que ceux du Moyen-Orient et s'il recourait à la violence c'était *in fine* pour le bien de son peuple. Soucieux de bien distinguer la Turquie des pays arabes, Lewis s'inscrit en faux contre l'idée selon laquelle Atatürk a été le modèle de nombreux dictateurs arabes. Pour Lewis, cette comparaison est erronée, car « Atatürk et ses compagnons de route, bien qu'armés d'idées nouvelles, étaient, par statut et par habitude, des hommes de la vieille élite dominante de l'Empire Ottoman²⁹ ».

Enfin pour Lewis, comme pour Lerner, le principal mérite d'Atatürk est d'avoir changé non seulement les institutions turques mais aussi l'homme turc, en substituant notamment les valeurs bourgeoises aux valeurs martiales. Avant Atatürk, la société turque se définit par son mépris du travail et du commerce. L'ingéniosité y est une hérésie et seules les vertus militaires sont honorées.

Kemal Atatürk, le maître du symbolisme social, a bien fait comprendre à son peuple que, désormais, le temps des valeurs martiales et de la guerre sainte était terminé ; le temps était venu des solides vertus bourgeoises de l'industrie, du savoir-faire et de l'épargne³⁰.

Autrement dit, le nationalisme d'Atatürk n'a rien à voir avec le despotisme irrationnel des dirigeants arabes, il est raisonnable et sain. Aussi Lewis classe-t-il la Turquie dans la catégorie des pays qui, tels le Liban ou Israël, sont les plus avancés dans la voie de la modernisation, à la différence des pays arabes qui restent à la traîne. Pour Lewis, Atatürk a eu le génie de comprendre que la démocratie, si elle

27. Nous traduisons, B. Lewis, *The Emergence of Modern Turkey*, *ibid.*, p. 54.

28. Pour Bernard Lewis, si Kemal adopte l'étatisme économique de type soviétique, c'est pour des raisons pragmatiques et non pas idéologiques.

29. Nous traduisons, B. Lewis, *The Emergence of Modern Turkey*, *op. cit.*, p. 285.

30. Nous traduisons, *ibid.*, p. 286.

est le meilleur moyen pour un pays de devenir riche et puissant, ne doit pas être imposée d'un coup mais progressivement. Il a surtout fait un choix clair en faveur de la civilisation occidentale. Car pour Lewis, il ne peut y avoir de civilisation non-occidentale. À ceux qui prétendent pouvoir réconcilier l'Est et l'Ouest, Lewis répond :

C'est un espoir vain : le clash des civilisations dans l'histoire ne conduit généralement pas à un mariage entre les meilleurs éléments de chaque camp, mais plutôt à une cohabitation confuse³¹.

Les paradigmes présentés dans *L'Émergence de la Turquie moderne* se retrouvent de façon très nette dans le discours de nombreux décideurs politiques néoconservateurs sur la Turquie. Lors de son allocution prononcée au WINEP le 13 mars 2002, Paul Wolfowitz commence par rendre hommage à Bernard Lewis et souligne sa dette envers lui. Après un long témoignage apologétique sur le rôle des Juifs turcs pendant la Seconde Guerre mondiale en Turquie, Wolfowitz, dans une perspective toute lewisienne, conclut au caractère exceptionnel – désarabisé et désislamisé – de la Turquie. Pour Lewis, la Turquie est la zone où passe la faille civilisationnelle entre l'Occident et l'Orient. Wolfowitz présente la Turquie comme un pont entre les cultures et les mondes. Pour contradictoires qu'elles puissent paraître, ces deux thèses sont en réalité complémentaires. Les adeptes culturalistes du « clash des civilisations » sont en effet très souvent les plus fervents adeptes de l'idée de « pont » entre les cultures. De même que Lewis souligne l'importance déterminante du « grand homme » Atatürk, de même Wolfowitz célèbre le rôle crucial de Turgut Ozal³², d'origine kurde, qui a été lui aussi un fervent adepte de la théorie de la modernisation. La Turquie serait la preuve que religion et démocratie ne sont pas incompatibles, dès lors que l'on encourage l'islam modéré.

31. Nous traduisons, *ibid.*, p. 418.

32. « C'était un homme du peuple, qui a su montrer que le savoir-faire, le talent et la détermination peuvent mener à la réussite. C'est ainsi que nous définissons, aux États-Unis, une *self-made man*... Ozal était un chef d'État sûr de lui, qui a su s'affirmer sur la scène internationale. Ami proche de Georges H. W. Bush – ou Numéro 41, comme nous aimions l'appeler –, il avait saisi le rôle que la Turquie comme puissance régionale et le devoir qu'elle a de défendre, avec les autres nations, ce qui est juste. ... On se souviendra sans doute de Turgut Ozal avant tout parce qu'il a mis en œuvre le projet d'une Turquie moderne et démocratique, ouverte aux opportunités et aux bénéfices offerts par l'économie de marché. Il ne fallait pas simplement avoir un projet, mais aussi du courage, pour mettre la Turquie sur une telle voie » (nous traduisons), P. Wolfowitz, discours au WINEP, 13 mars 2002.

Les paradigmes mis en œuvre par Bernard Lewis à propos de la Turquie sont repris par les néoconservateurs au sujet de l'Irak. Pour George W. Bush, l'Irak doit accéder à la démocratie en suivant un modèle kémaliste. Ahmed Chalabi paraît conçu comme un nouvel Atatürk. Comme le souligne Michael Hirsh³³, la perspective lewisokemaliste qui prévaut en Irak est perceptible dans la défense d'un modèle autoritaire et contrôlé de démocratie, dans la volonté de s'appuyer sur un homme qui n'est pas un révolutionnaire mais plutôt – comme l'était Atatürk – un homme du passé. « Aujourd'hui, cette épiphanie – la vision kémaliste de Lewis d'une démocratie arabe occidentalisée qui se libère enfin du carcan moyenâgeux de l'islam et entre enfin dans la modernité – reste le cœur de la vision vacillante de G. W. Bush en Irak³⁴ ».

Dans cette perspective lewisokemaliste, les néoconservateurs présentent régulièrement la Turquie comme le modèle à suivre par le monde arabe. Dans le discours qu'il prononce au WINEP le 13 mars 2002, Wolfowitz décrit les Turcs comme des hommes différents, supérieurs³⁵. Que faut-il comprendre par là si ce n'est que les Turcs sont différents et supérieurs aux Arabes ? L'apologie du modèle turc par les néoconservateurs soulève en effet la question de savoir si pour eux ce qui fait problème au Moyen-Orient, c'est l'islam ou l'arabité. Le 29 juin 2004 à Galatasaray George W. Bush présente également la Turquie comme un modèle :

La Turquie est une démocratie laïque et forte, une société à majorité musulmane³⁶ et un proche allié des nations libres. Votre pays, avec 150 ans de réformes sociales et démocratiques derrière lui, représente un modèle pour les autres et un pont entre l'Europe et le reste du monde. De votre réussite dépend l'avenir du progrès et de la paix en Europe et dans le reste du Moyen-Orient et la République de

33. Michael Hirsh, « Bernard Lewis Revisited. What if Islam isn't an obstacle to democracy in the Middle East, but the secret to achieving it ? », *The Washington Monthly*, novembre 2004.

34. Nous traduisons, M. Hirsh, *ibid.*

35. « Car – ainsi qu'Atatürk l'avait compris de manière si distincte – les Turcs ont une capacité remarquable de survivre et de persévérer, grâce à leur patience et surtout grâce à leur courage, à leur fierté et à leur ouverture à la nouveauté » (nous traduisons), P. Wolfowitz, discours cité.

36. Cette entrée en matière qui souligne que la Turquie est une démocratie laïque et une société à majorité islamique est sans doute une façon de rectifier l'erreur diplomatique commise par Colin Powell qui avait déclaré en avril 2004 que la Turquie est une République musulmane, déclaration qui avait provoqué un tollé au sein de l'élite laïque turque.

Turquie peut compter sur le soutien et l'amitié des États-Unis d'Amérique³⁷.

L'apparent consensus des néoconservateurs en faveur de l'adhésion de la Turquie à l'UE cache en réalité nombre de désaccords et de craintes. Surtout, il repose sur une idéologie lewisio-kemaliste aux implications politiques dangereuses. Car le soutien à la Turquie se fait au prix de la diffusion d'une image négative des pays arabes. Enfin, ce qui peut nous préoccuper, c'est le succès que rencontrent, certes de façon ponctuelle et circonscrite, certains thèmes des néoconservateurs auprès d'intellectuels et d'hommes politiques européens. L'Europe, qui souhaiterait que les Américains cessent d'interférer sur sa décision relative à l'adhésion de la Turquie, semble pourtant réduite à recourir aux arguments très problématiques des néoconservateurs, comme si elle échouait à justifier sa réticence à l'égard de cette adhésion.

Les néoconservateurs se réclament souvent d'Edmund Burke et reprennent à leur compte ce qu'ils considèrent comme le maître-mot du philosophe : voire les choses telles qu'elles sont et non telles qu'on voudrait qu'elles soient. Or la thèse principale défendue par Edmund Burke (notamment dans le débat qui l'oppose à Thomas Paine au sujet de la Révolution française) consiste avant tout à dire qu'on ne peut créer quelque chose en faisant table rase du passé et qu'on doit toujours tenir compte de la tradition. Si l'on adopte ce point de vue, l'opposition à l'adhésion turque fondée sur l'idée d'une incompatibilité culturelle ne tient pas. Car l'islam a été présent en « Europe » dès le 7^e siècle et à ce titre fait pleinement partie de l'héritage et de la tradition européenne. Quitte à adopter le point de vue d'un philosophe conservateur, pourquoi ne pas adopter celui-là ?

Nadia Marzouki est doctorante en pensée politique à l'IEP de Paris (sous la direction d'Olivier Roy). Son travail de thèse porte sur la relation entre les discours et les politiques relatifs à l'islam, en France et aux

37. Nous traduisons, G. W. Bush, discours cité.

États-Unis depuis 1989. Elle collabore à la revue *Mouvements* (La Découverte). ♦

RÉSUMÉ

Le discours des néoconservateurs sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne

Le discours des néoconservateurs américains sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne manifeste une certaine ambivalence. Les néoconservateurs défendent l'idée d'adhésion avant tout pour des raisons stratégiques telles que le maintien de la stabilité au Moyen Orient. Cependant ils craignent également qu'une Turquie européenne ne devienne anti-américaine, notamment sous l'influence de la « Vieille Europe ». Ainsi le choix des néoconservateurs en faveur de l'adhésion turque n'exclut-il pas les débats et les désaccords. Le point de vue politique des néoconservateurs ne relève pas uniquement de considérations d'ordre stratégique ou de *real-politik*. Il se fonde également sur une théorisation de l'exceptionnalisme turc, qui puise dans les arguments d'Edmund Burke, de Bernard Lewis et d'Albert Wohlstetter.

The neoconservative take on Turkey's admission into the E.U.

U.S. neoconservative discourse on the admission of Turkey into the European Union is ambivalent. On the one hand, the neoconservatives favour its admission for strategic reasons, particularly with a view to maintaining stability in the Middle East. On the other hand, however, they fear a European Turkey might become anti-American, especially under the influence of "Old Europe". So underneath the veneer of a neoconservative consensus lie disagreements and dissension. Their "official" yes to Turkish accession is based not only on strategic considerations of realpolitik, but also on theories of the Turkish exception, using arguments drawn from Edmund Burke, Bernard Lewis and Albert Wohlstetter.